

LE PRINCIPE N'EST PLUS IRRÉVERSIBLE

Retour vers la dette extérieure ?

L'Algérie devrait recommencer à s'endetter auprès des marchés extérieurs, une option que la gouvernance économique et politique a considérée hérétique jusque-là mais qui risque d'être incontournable dans le contexte de précarité de la conjoncture financière et économique du pays.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Sus à l'endettement extérieur. Le développement socioéconomique du pays doit être financé localement, sur fonds propres. Deux principes que la gouvernance économique algérienne a longtemps considérés pérennes, immuables, infrangibles durant au moins les dix dernières années.

Fort endettée vers la fin des années 1980 et en situation de quasi-cessation de paiements, l'Algérie a été obligée, durant les années 1993-1997, d'emprunter auprès du Fonds monétaire international (FMI), de subir ses conditionnalités et de mettre en œuvre un plan d'ajustement structurel assez contraignant.

Une contrainte que le pays a pu néanmoins surmonter, relevant les défis imposés en termes de gestion optimale des ressources et des dépenses, pourtant dans un contexte sécuritaire et politique difficile et des revenus d'exportations d'hydrocarbures très faibles.

Une contrainte que les exécutifs en place depuis 1999, échaudés par la conjoncture des deux décades précédentes, n'ont pas voulu subir, en décidant de ne plus recourir aux marchés financiers extérieurs pour financer les divers programmes de développement économique, infrastructurel et social. Cela dans le contexte où la situation financière du pays s'est bien améliorée et consolidée durant la

décade écoulée, la hausse progressive des cours du pétrole aidant.

Dans une attitude quasiment d'arrogance, l'Algérie a cessé d'emprunter auprès des marchés extérieurs et a même procédé au remboursement anticipé de sa dette extérieure, durant la mi-2000.

Une décision que les économistes et analystes financiers ont considérée non pertinente sur le plan de l'orthodoxie financière, de la logique, de la simple règle économique. Or, le contexte actuel est fortement marqué par la réduction drastique des revenus extérieurs et l'aggravation des déficits de la balance commerciale et des paiements.

Certes, l'économie algérienne dispose d'une certaine marge de manœuvre, bénéficiant encore d'une épargne conséquente (disponibilités du Fonds de régulation des recettes, réserves officielles de change, liquidités bancaires conséquentes...). Toutefois, le risque que l'Algérie se retrouve contrainte, après avoir épuisé ces disponibilités, de devoir s'endetter de nouveau à l'extérieur est patent.

Le recours ou le retour à l'endettement extérieur n'est pas à écarter, laissait entendre récemment le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, mais à terme. Ainsi, le refus de tout endettement à l'extérieur ne constitue plus un principe immuable. Or, l'Algérie devrait-elle revenir



Photo : DR

Aggravation des déficits de la balance commerciale.

auprès des marchés extérieurs maintenant ou lorsque la conjoncture l'imposera inéluctablement ? Selon l'expert en ingénierie financière, Farid Bourennani, notre pays n'aurait «jamais» dû rester en marge du système financier.

Le remboursement anticipé de la dette a été certes une mesure utile mais le pays aurait pu cependant continuer en même temps de contracter des prêts, les rembourser et pouvoir emprunter de nouveau, considérerait-il. De même que l'emprunteur pouvait gérer le coût de la rémunération ainsi que le coût du risque induit, des coûts au demeurant régressifs.

Le pays démontrerait ainsi sa solvabilité, son statut de bon payeur et sa réputation, suscitant la confiance de la place financière internationale et bénéficiant

par conséquent d'une bonne notation externe. Mais en se déconnectant du marché financier, en misant exclusivement sur ses fonds propres pour financer ses divers projets de développement notamment infrastructurels, leur affectant d'importants fonds publics sans contrepartie réelle et des projets assez coûteux, l'Algérie a manqué de conforter sa réputation sur le plan financier international.

Cependant, cet expert estime que notre pays peut encore revenir sur le marché international. «Le plus tôt serait le mieux considère-t-il, à charge cependant de savoir renouer avec les prêteurs, susciter leur confiance.»

Il s'agirait de recommencer à s'endetter, de contracter des prêts ciblés, «par tranches» et en fonction des besoins d'investissements, au-delà de la question

du taux d'intérêt et des coûts induits. Au-delà, les coûts seront plus chers et difficiles à gérer, la réputation de bon payeur ayant justement fait défaut jusque-là.

Ce faisant, la question d'aller ou de ne pas y aller, de contracter ou non des prêts à l'international relève de la responsabilité des agents économiques, tiendra à préciser un autre expert en ingénierie financière. Ces agents ont latitude à agir, certes au cas par cas, considérera-t-il, appelant à sortir de tout dogmatisme dans le domaine financier, économique, commercial. Toutefois, il estime que l'Algérie devra revenir sur le marché extérieur dans tous les cas, une éventualité que les experts escomptent selon diverses projections au plus tard vers le début 2020. Il serait donc opportun de commencer à faire appel aux marchés extérieurs, relèvera-t-il.

Adoptant un point de vue différent, un universitaire spécialiste des questions bancaires et financières estime quant à lui que la question du recours à l'endettement extérieur ne se pose pas encore, au regard des efforts impulsés dans le domaine de la rationalisation du commerce extérieur et d'une certaine marge de manœuvre. Certes, le retour sur le marché extérieur pourrait être incontournable, considère-t-il, même si cela ne se décrète pas.

A charge cependant que les prêts contractés servent au financement de projets d'investissement générateurs de valeur ajoutée et qui permettraient de rembourser les emprunts, et non l'acquisition de biens de consommation.

C. B.

CONJONCTURE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Un 5 Juillet particulier

L'Algérie fête aujourd'hui 53 années d'indépendance. Plus d'une moitié de siècle après la fin d'une longue période de colonialisme, le pays se retrouve plus que jamais face à son destin. Gouverné par un Président aux activités réduites presque à néant, le pays doit faire face aux conséquences des chutes des prix du pétrole après avoir échoué à s'affranchir de la dépendance vis-à-vis des hydrocarbures.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Comme le veut la tradition, la commémoration de la fête de l'Indépendance revêtira un caractère purement folklorique. Les manifestations «culturelles» rivaliseront avec les hommages ponctuels dans un contexte très particulier.

L'Algérie «célèbre» l'événement dans une conjoncture politique marquée par une quasi-léthargie. Faute de pouvoir assister aux cérémonies traditionnellement organisées à cette occasion, le président de la République a, une fois de plus, usé de l'exercice qu'il maîtrise le plus depuis quelques années : l'envoi de lettre

relayée par les canaux officiels. Dans celle d'hier, il évoquait son état de santé qui, dit-il, ne l'empêchera pas d'accomplir son devoir jusqu'au bout.

Léthargie politique

Réélu pour un quatrième mandat suite à une controversée révision de la constitution, le président de la République avait fait promettre par ses relais qu'au lendemain de sa réélection, il entamerait le vaste chantier des réformes politiques.

En tête de liste des promesses faites, la révision de la Constitution. Deux rounds de consultations plus tard, le brouillon de ce qui devrait constituer le prochain texte fondateur du pays n'a toujours pas été libéré. Pire encore, à intervalles réguliers, une polémique impliquant de hauts responsables éclate au grand jour. C'était le cas il y a quelques mois lorsque le président de l'APN affirmait détenir une copie du fameux projet. Il sera aussitôt contredit par le patron du FLN puis recadré par le président du Conseil constitutionnel : officiellement, aucune copie n'aurait encore reçu l'aval de tous les cercles de décision.

Dans l'expectative, la classe politique n'a cessé de réclamer le respect des

échéances alors que l'opposition a réussi le pari de se rassembler en pôle pour exiger le changement.

Souvent critiquée, cette démarche aura eu le mérite d'animer une vie politique quasiment inerte et de relancer le débat autour d'un nécessaire changement.

Dure réalité économique contre front social en ébullition

Un changement qui ne devra pas seulement concerner la vie politique puisqu'au plan économique, l'Algérie pourrait être appelée à prendre un virage décisif.

Assis jusque-là sur un confortable matelas de réserves de change grâce aux recettes des hydrocarbures, le pays s'est réveillé sur la dure réalité de la chute des cours. Après avoir longtemps tenté de nier les évidences et de faire croire que le pays était à l'abri, le gouvernement a fini par adopter le langage de la vérité.

En présidant un Conseil des ministres, le président de la République appelait le staff de Sellal à ne plus occulter les réalités et à préparer l'opinion nationale aux temps des vaches maigres. Une politique d'austérité non assumée est en train d'être mise en place. Le gouvernement

tente de faire des économies là où il peut en affirmant rationaliser les dépenses. Pas plus tard qu'hier, le Premier ministre réaffirmait que la politique économique du pays n'était pas orientée vers l'austérité mais que la prudence devait être de mise. Et pour cause, cinquante-trois années après son indépendance, le pays n'a toujours pas réussi à instaurer une véritable économie productive ni encore moins à exporter hors hydrocarbures. Toutes les politiques visant à promouvoir les exportations hors hydrocarbures se sont avérées désespérément infructueuses. Avec le rétrécissement des recettes, c'est toute la «générosité» de l'Etat rentier qui est remise en cause. Au nom de la paix sociale, le gouvernement avait adopté une politique populiste.

Les crédits au profit des jeunes promoteurs sont accordés sans aucune garantie. Au nom de cette même paix sociale, le gouvernement continue de se montrer rassurant, affirmant que le montant des transferts sociaux ne souffrira aucune coupe budgétaire. Un discours qui ne résistera certainement pas longtemps face à une situation économique des plus incertaines.

N. I.